

Rôle des élites dans la lutte contre les facteurs de vulnérabilité

Etude de cas : Communauté moldave en France.

L'une des caractéristiques des populations ayant accompli leur parcours migratoire pour des raisons économiques est leur « prédisposition » à accepter des conditions de vie précaires dans le pays d'accueil. Le but principal du parcours migratoire économique est de subvenir aux besoins matériels des familles restées au pays. Ainsi, le mode de vie des migrants économiques dans le pays d'accueil est centré autour du travail et des activités lucratives en général. L'objectif principal de ces migrants est d'économiser sur tout pour pouvoir envoyer un maximum d'argent vers le pays d'origine. Le confort, les loisirs et la qualité du cadre de vie passent au second voire au troisième plan des priorités.

Les migrants économiques cherchent le plus souvent à réduire autant que possible leurs dépenses de subsistance dans le pays d'accueil. Pour beaucoup, leur expérience migratoire est conçue comme un phénomène temporaire - un retour probable au pays d'origine n'est jamais exclu des perspectives à moyen ou à long terme. Ainsi, « en attendant », durant quelques mois ou quelques années, ces migrants acceptent des conditions de vie très précaires en retour d'une possibilité d'économiser des ressources destinées à leurs familles dans le pays d'origine.

Ces considérations peuvent expliquer un phénomène à mettre en évidence : la formation, durant ces 15 dernières années, d'importantes communautés de migrants économiques dans les régions très pauvres des pays d'accueil. Ainsi, nous ne parlons pas seulement des candidats à l'émigration (notamment des jeunes défavorisés dans le pays d'origine - populations vulnérables), mais aussi des jeunes précarisés une fois arrivés au pays d'accueil (par manque de travail et de moyens d'intégration). Dans ce contexte de vulnérabilité définie par la précarité et l'isolement, nous pouvons identifier au sein de ces communautés, des catégories qui sont en proie à des phénomènes sociaux extrêmes, comme la traite humaine ou la prostitution. D'après l'*Office Central pour la Répression de la Traite des Etres Humains* (OCRTEH), les personnes prostituées de nationalité étrangère sont nombreuses (*Le Figaro*, 27 mars 2013). Cette évolution s'explique non seulement par un « *transfert de personnes prostituées* », mais aussi par l'arrivée massive, depuis l'ouverture des pays de l'Est, de femmes originaires des pays d'Europe Centrale et de l'Est à la recherche d'un travail. Selon l'OCRTEH, cette « *filière de l'Europe Centrale et de l'Est* » représente désormais la moitié des personnes prostituées étrangères en France (*Sénat*, 29 octobre 2002).

Dans la lutte contre la prostitution et l'exploitation sexuelle, le regard sur la prévention et la prise en charge a évolué dans l'ensemble de la société française. Il faut noter qu'une perspective « communautariste » s'est imposée pour répondre à des besoins non couverts.

Ainsi, certains migrants se tournent vers des associations de type communautaire, d'autres préféreront au contraire rechercher du soutien à l'extérieur de leur communauté. La mise en oeuvre de cette nouvelle approche, qui reconnaît et valorise le rôle de la communauté des migrants dans le pays d'accueil, a engendré la naissance de nombreux projets et actions portés par des associations des communautés de migrants et notamment par ses leaders - les élites de la migration. Ainsi, les élites des communautés de migrants voient se dessiner un nouveau cadre d'interaction, tant avec la communauté (« les racines »), qu'avec la communauté nationale du pays d'accueil.

La vulnérabilité définie par la précarité dans un contexte de migration économique

Les causes de la précarité dans les pays d'Europe de l'Est se dessinent dans le contexte économique désastreux de ces 20-25 dernières années, après la chute du communisme en URSS (1989–1991) et dans les pays satellites, qui a déclenché une série de processus profonds de transformation des sociétés de la région concernée. Profitant de la liberté retrouvée après de longues décennies de domination d'un système totalitaire, les peuples d'Europe de l'Est sont entrés dans une nouvelle ère caractérisée par une « importation » rapide mais pas toujours judicieuse des valeurs et du mode de vie de l'Occident. Etant intervenus très brusquement dans toute la région, les changements soudains de l'organisation politique de l'État et des règles de la vie économique ont conduit à de nombreux effets négatifs, notamment en ce qui concerne la situation matérielle des habitants de la région. Des phénomènes tels que la corruption des fonctionnaires à tous les niveaux, l'installation de monopoles contrôlés par les tenants de l'ancien pouvoir communiste, les manquements du système judiciaire et législatif face aux nouvelles réalités, la rupture soudaine des liens économiques entre les structures de l'économie planifiée – ont contribué à un appauvrissement rapide de la population. Très vite, des millions de personnes se sont retrouvées au chômage, leur niveau de vie a fortement chuté et les perspectives de reprise économique semblaient s'éloigner à grande vitesse.

Dans ces conditions, un nouveau phénomène a fait son apparition et a pris de l'essor au milieu des années 90 : l'émigration économique. Dépourvus de perspectives solides d'une amélioration rapide et durable de la situation économique, les pays d'Europe de l'Est ont vu un départ massif de personnes actives vers des pays se trouvant, à cette époque, en meilleure santé économique, à la recherche d'une stabilité financière et de nouvelles perspectives de développement professionnel et personnel. L'émigration économique Est–Ouest (vecteur majoritaire, mais pas singulier dans la région) peut être décrite principalement par son caractère de masse : toutes les couches sociales sont concernées. Des personnes de tous âges, de tous niveaux d'études et de tous milieux socioprofessionnels se sont lancées à la « conquête » d'une meilleure situation matérielle.

Les premières populations migrantes de l'ancien bloc communiste d'Europe de l'Est après 1989 ont été confrontées à des problèmes liés à la limitation de la mobilité vers l'Ouest. Ainsi, à la fin des années 90 et durant la première décennie du XXI^{ème} siècle, les pays issus de l'ancienne URSS se sont retrouvés dans une situation d'isolement par rapport à leurs voisins situés à l'Ouest. Ce phénomène n'a pas forcément diminué les flux migratoires (les statistiques ont montré un nombre toujours croissant de migrants Est-Ouest), mais a

profondément compliqué le processus de l'émigration, tout en favorisant un mode d'accès illicite de ces migrants dans les pays d'Europe Occidentale. Cela a conduit à une augmentation des réseaux de la traite des êtres humains dans cette région. Ainsi, pour les femmes migrantes originaires d'Europe de l'Est, la vulnérabilité se traduit principalement par des conditions de vie précaires, qu'elles essaient de dépasser par la migration et par la recherche d'un travail dans le pays d'accueil.

Il existe de nombreux cas où ces femmes sont victimes de traite, d'exploitation sexuelle et/ou du manque de travail dans le pays d'accueil, ce qui parfois les forcent à se prostituer. Dans une étude menée par le Parlement européen, la condition vulnérable représente une caractéristique de l'exploitation par la prostitution (Schulze, janvier 2014). La plupart des victimes touchées sont des migrant(e)s et/ou des représentant(e)s des minorités ethniques. Ainsi, selon *European Network for HIV/STI Prevention and Health Promotion among Migrant Sex Workers* (TAMPEP), en moyenne, environ 70 % des personnes prostituées en Europe Occidentale sont des femmes migrantes (TAMPEP, février 2007). L'étude du Parlement européen attire l'attention sur le fait que, pour les femmes migrantes, la probabilité de tomber dans la prostitution augmente par rapport à la population du pays d'accueil (Schulze, janvier 2014). Cela s'explique par la vulnérabilité accrue des femmes migrantes en raison de la discrimination raciale, la faible connaissance de la langue du pays d'accueil, les obstacles administratifs découlant des politiques migratoires strictes et la ségrégation du travail. Autant de facteurs qui poussent les migrants vers les marchés du travail informel et qui augmentent le risque de souffrir de la pauvreté et de la marginalisation. Selon plusieurs études réalisées en France sur le renoncement aux soins (Sénat, 8 octobre 2013), il est constaté que cette renonciation se manifeste auprès des publics en situation de précarité, particulièrement marquée chez les personnes étrangères en situation irrégulière. Ce qui explique, dans une certaine mesure, l'état de santé et la difficulté d'accéder aux droits sociaux des personnes prostituées originaires d'Europe de l'Est, comme un constat d'une grande vulnérabilité, avec des risques sanitaires liés aux conditions de vie.

Des communautés vulnérables de migrants = « ressources humaines » de la prostitution

La formation des communautés de migrants économiques en France est un phénomène qui est apparu et a pris de l'essor à proximité de Paris, dans la ville de Villeneuve-Saint-Georges (94). L'une des villes les plus pauvres de France. Cette commune accueille une forte proportion de population immigrée. Selon la mairie, Villeneuve-Saint-Georges accueille aujourd'hui des ressortissants de plus de 101 pays du monde entier (ADLI, 2014). Une grande partie de la ville est formée par des quartiers pauvres, où des marchands de sommeil louent des abris de fortune à des immigrés clandestins en échange d'un loyer défiant toute concurrence dans le secteur légal de l'immobilier de la région. Ces « logements » ne correspondent à aucune norme sanitaire ou de sécurité et ne permettent pas à leurs occupants de mener un mode de vie dans le respect du droit à la vie privée. Néanmoins, ces solutions de logement temporaire sont très prisées par les migrants économiques, toujours à la recherche de modalités peu onéreuses pour assurer leur survie en France. C'est le cas notamment d'immigrés moldaves, qui sont aujourd'hui très nombreux à Villeneuve-Saint-Georges, à tel point que la ville a gagné le surnom de « Petite Moldavie » parmi les habitants d'origine

moldave de la région parisienne. La municipalité estime leur nombre de 2 000 à 2 500 personnes (première communauté moldave de France) (*Le Parisien*, 29 novembre 2014). La très grande majorité habite dans des conditions de précarité profonde et qui sont très « différentes » par rapport à leurs maisons en République de Moldavie, construites avec l'argent gagné en France. Selon les sources policières, la plupart de ces migrants sont victimes de trafics en tout genre - les cas de racket, vol, escroquerie et d'exploitation par les « autorités » criminelles sont très nombreux.

De nombreux obstacles rendent la vie de ces migrants plus précaire encore: difficultés de trouver du travail, de se défendre en cas d'incidents juridiques, de trouver un logement ou un emploi... Le taux de « travail au noir » ou travail dissimulé est très élevé. Plusieurs migrants moldaves sont diplômés d'universités dans leur pays d'origine ou possèdent une importante expérience professionnelle. Toutefois, ils peinent à trouver un emploi correspondant à leur niveau d'étude ou d'expérience. De nombreux migrants travaillent dans des emplois en dessous de leur diplôme. Par exemple, de nombreuses femmes, professeures dans leur pays, ont un emploi de domestique à domicile. De plus, l'équivalence des diplômes étrangers est trop peu reconnue en France.

Une majorité des migrants manque de qualification, ce qui agit également sur les types de contrats qu'ils obtiennent : travail précaire, temps partiel... Il existe également un manque de lien social important sur le territoire, ce qui conduit à une augmentation du nombre de personnes migrantes isolées.

Etre migrant dans ces communautés vulnérables, s'avère être un facteur aggravant les situations de précarisation. L'absence de couverture sociale, de logement, l'isolement, l'exposition aux agressions, le sentiment d'indignité intériorisée..., poussent parfois les femmes moldaves, et les femmes migrantes des pays de l'Est en général, à exercer la prostitution pour gagner plus d'argent que dans le pays d'origine. Cet argent sert le plus souvent à investir en cas de retour au pays dans une activité légitime commerciale, pour soutenir la famille restée au pays ou encore pour assurer sa propre survie en France.

Les « élites de la migration » - une nouvelle solution ?

Le lien personne/institution/autorités (du pays d'accueil, mais aussi du pays d'origine) est une relation fragile au sein de ces communautés vulnérables. Il est difficile pour les migrants vulnérables de s'adresser aux représentants des institutions. La peur du jugement, les problèmes linguistiques, les situations administratives délicates, sont autant de facteurs qui bloquent davantage ces relations.

Il existe un certain nombre de structures ou d'associations qui visent à aider ces migrant(e)s dans leur intégration dans la société française. Mais, très souvent, elles sont invisibles auprès des migrants. Beaucoup d'entre eux ne connaissent pas les activités de ces structures, ou tout simplement, ils refusent de faire appel à elles par manque de confiance. Ceci peut être expliqué par le fait que les individus préfèrent faire confiance à une personne plutôt qu'à une structure. Le plus souvent, les personnes dans ces structures sont de la même origine, avec des parcours migratoires différents (la plupart ayant pour objet les études), qui ont réussi leur intégration dans la société d'accueil et sont identifiées comme des « élites de la migration ».

Actions des « élites de la migration » pour limiter les facteurs de vulnérabilité

Depuis quelques années, un travail d'aide est mené conjointement par quelques associations moldaves et la municipalité de Villeneuve-Saint-Georges. Cette action de terrain est orientée vers la communauté de ressortissants moldaves, qui est particulièrement nombreuse dans cette ville. Depuis 2012, une église orthodoxe a été ouverte dans la ville, offrant à la communauté moldave en plus des services religieux, un soutien moral, psychologique... La communauté chrétienne orthodoxe « Eglise de la Sainte-Trinité » est devenue un point d'appui véritable pour les migrants moldaves de la région. L'implication d'autres associations de Moldaves a été conséquente et s'est matérialisée par la mise en place d'une permanence juridique gratuite en roumain, accessible à tous les Moldaves rencontrant des difficultés d'ordre juridique dans le cadre d'un projet européen (Consolidation of Migration Management Capacities in Republic of Moldova).

Depuis avril 2014, des cours gratuits de langue française sont mis en place pour les Moldaves de la région. Ces activités au profit de la communauté moldave de Villeneuve-Saint-Georges ont comme principal objectif de réduire la précarité de cette population, en lui offrant les moyens de s'intégrer harmonieusement au sein de la société française.

On se doit de mentionner que l'aide juridictionnelle et les cours de français gratuits sont également accessibles aux ressortissants moldaves de toute la région parisienne.

Connaître ses droits et ses devoirs, être accompagné pour résoudre les problèmes de la vie courante et pour accomplir des démarches spécifiques au parcours d'intégration, savoir parler et écrire la langue du pays dans lequel ces personnes vivent et travaillent, voilà autant de moyens nécessaires à l'effort pour désenclaver ces populations migrantes.

À cet égard, il a été constaté une contribution importante des *élites* (surtout intellectuelles et religieuses) de la communauté moldave de France. Leur rôle dans ce processus est primordial : ce sont les leaders associatifs de la région qui ont ciblé les besoins urgents de la communauté, ont identifié les sponsors de leurs initiatives et ont fait le lien entre la municipalité et la communauté.

Parmi les acteurs les plus récents de la lutte contre la précarité de la communauté des migrants, NEXUS est un projet financé par l'Union européenne. Il a été mis en œuvre par un consortium dirigé par l'agence *International Agency for Source Country Information* (IASCI) en Autriche et cofinancé par la *Direction du Développement et de la Coopération* (DDC). NEXUS est actuellement présent en Moldavie, où l'équipe travaille à soutenir des initiatives locales pour aider à la réussite du projet migratoire des Moldaves souhaitant quitter leur pays, mais aussi pour lutter contre les effets potentiellement dangereux de l'émigration massive (abandon de mineurs, exode de cadres qualifiés, traite humaine...). Le but de ce projet est de créer des liens. Autrement dit, NEXUS se propose d'informer les citoyens qui veulent quitter leur pays, afin de leur offrir la possibilité de construire un parcours migratoire en accord avec leurs attentes, et dans les meilleures conditions de sécurité personnelle et d'intégration au sein de la société d'accueil. Le slogan de NEXUS « *Migrer, mais informé !* » résume une nouvelle philosophie, une nouvelle approche du phénomène migratoire : l'émigration n'est ni une fatalité, ni une tragédie, c'est une expérience qui peut et doit être à la fois positive, enrichissante pour les migrants et pour les pays d'accueil. De la volonté

d'atteindre cet objectif affirmé découle une bonne partie des activités de NEXUS en Moldavie, où le but est d'informer les futurs migrants « en amont », à travers des activités comme des conseils sur l'administration des pays d'accueil, les formalités pour obtenir des visas, le logement, le droit du travail, les contrats de travail... Ainsi, NEXUS mise sur la circulation de l'information afin de contribuer à maximiser le profit de celui qui émigre, tout en se situant dans la logique du migrant, qui sera prêt à rentrer au pays une fois son objectif matériel atteint dans les meilleures conditions possibles.

Depuis 2015, NEXUS a élargi le champ de ses partenaires à l'extérieur de la Moldavie, en tissant des collaborations avec les leaders de la diaspora des pays d'accueil (notamment en France). Ainsi, NEXUS assure et favorise une connexion efficace entre les migrants moldaves, les élites et les institutions du pays d'origine (la Moldavie). Dans ce contexte, il est important de mentionner les relations de partenariat de NEXUS Moldavie avec des acteurs associatifs de la région parisienne, notamment l'*Association pour l'Intégration des Migrants* (AIM). Le fruit espéré de ce partenariat est d'assurer la continuité des actions d'aide juridictionnelle et de cours de français gratuits pour les ressortissants moldaves de la région parisienne. En même temps, l'effort s'oriente vers l'identification de moyens nécessaires à l'introduction de 2 nouveaux « services » pour la communauté moldave de France : orientation et conseil pour les étudiants moldaves primo-arrivants en France, conseil d'accès et d'intégration professionnelle (rédaction de curriculum vitae et de lettre de motivation, présentation à l'entretien d'embauche...). L'objectif principal de ces activités est de contribuer à la sortie des populations de migrants vulnérables de leur situation actuelle de précarité. Le rôle des élites de la diaspora dans l'identification de méthodes originales pour parvenir à ces fins est fondamental : c'est grâce à l'initiative de ces élites qu'un nouveau modèle viable financièrement a été élaboré. Ce modèle inclut la participation d'un projet soutenu par l'Union européenne (dans ce cas, NEXUS) et par des Etats donateurs (la Suisse), en tant que structure support des activités gratuites pour les bénéficiaires (la communauté des migrants).

Les représentants de la diaspora moldave en région parisienne ont également organisé, depuis 2011, un séminaire d'orientation et d'intégration pour les étudiants moldaves primo-arrivants en France. L'idée est venue courant 2010, suite à des échanges entre les leaders de la diaspora et les représentants de l'Ambassade de la République de Moldavie en France. Durant ces échanges, il a été fait référence à de nombreux cas de difficultés d'intégration auxquelles sont confrontés régulièrement les jeunes étudiants moldaves qui arrivent en France. Dans certains cas les plus graves, ces difficultés avaient mené jusqu'à l'expulsion de ces étudiants du territoire français, faute de démarches aboutissant à l'obtention d'un titre de séjour. Le séminaire d'orientation et d'intégration a été proposé par les représentants de la communauté des Moldaves, eux-mêmes anciens étudiants en France. La transmission des éléments-clés du savoir-vivre en France est le point central de ce séminaire, qui a lieu annuellement le premier samedi du mois d'octobre. Le séminaire est un formidable exemple de solidarité entre les étudiants, de transmission intergénérationnelle de connaissances. Le succès de cet événement est confirmé tous les ans par une forte participation des étudiants. Le séminaire fait partie intégrante de l'effort de mobilisation de la communauté contre la précarité et la vulnérabilité. De nombreux témoignages d'étudiants bénéficiaires de cette activité démontrent son utilité, son rôle dans la lutte contre l'exclusion sociale, et en faveur de l'intégration des migrants au sein de la société française. Ainsi, en menant une série d'activités en partenariat avec les

structures européennes pour leur communauté, les leaders de la diaspora acquièrent une confiance parmi les migrants. Dans la conscience des migrants moldaves, ces leaders d'associations représentent leurs intérêts devant les autorités moldaves et françaises.

L'émergence des élites au sein de la diaspora originaire de Moldavie marque sans doute un tournant dans l'expérience migratoire des communautés. C'est une preuve de maturité et d'aboutissement de l'expérience migratoire.

Aussi, et surtout, la formation des élites parmi les migrants est la meilleure preuve du degré d'intégration de ces communautés dans les sociétés d'accueil. Sans un projet accompli d'intégration, ces migrants qualifiés, motivés et socialement actifs ne sauraient jamais dépasser le cadre très étroit de leur propre cercle d'amis. Ces nouvelles élites de la diaspora se manifestent, les exemples en ce sens sont nombreux et concluants.

Désormais, ces élites se transforment en un lien, durable et efficace, entre les communautés des migrants et les sociétés d'accueil. On assiste donc à une évolution des esprits, dans la mesure où les élites des communautés de migrants ne cultivent plus une certaine « distance par rapport au peuple » (élément de base, constitutif des élites au sens « ancien » de ce terme). Au contraire, la nouvelle optique est complètement inversée : ces nouvelles élites militent efficacement pour l'intégration des couches sociales les plus vulnérables, les plus défavorisées. Désormais, même si l'accès aux élites se fait encore par les voies « traditionnelles » (niveau d'études, situation matérielle, situation professionnelle...), le maintien au sein de ces élites n'est plus automatique. Ainsi, les élites reconnues, agréées par la communauté sont celles qui gardent un lien étroit avec la communauté dans son ensemble (y compris les plus vulnérables), qui militent activement en sa faveur et contribue à l'éradication de l'exclusion sociale.

La communauté des ressortissants moldaves en France et ses élites, déjà formées ou en cours de formation, sont un exemple intéressant de participation, d'implication et de lutte active contre les vulnérabilités. Cela constitue un cas spécifique, où les notions d'activisme civique et de méritocratie prennent de plus en plus de place et revêtent un sens nouveau.

Sources

- « Villeneuve-Saint-Georges, capitale de la Moldavie », *Le Parisien*, 29 novembre 2014.
- Cornevin C., « Ces trafics d'êtres humains venus de l'Est », *Le Figaro*, 27 mars 2013.
- CRIDES/Fondation Scelles, *Revue de l'actualité internationale de la prostitution*, 2013.
- CRIDES/Fondation Scelles, *Revue de l'actualité internationale de la prostitution*, 2014.
- Action de Développement Local à l'Intégration (ADLI), *Restitution du diagnostic partagé sur les questions d'intégration des migrants - Territoire de Villeneuve-Saint-Georges*, Action de Développement Local à l'Intégration 2012/2013, Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels du Val-de-Marne, 2014.
- Schulze E., *L'exploitation sexuelle et la prostitution et leurs conséquences sur l'égalité entre les femmes et les hommes*, Parlement européen, Direction générale des politiques internes, Département Thématique C: Droits des citoyens et affaires constitutionnelles, Réf. 493.040, janvier 2014.

- Sénat (France), « La montée de la prostitution et l'internationalisation des réseaux des proxénétisme », in Rozier J. (Sénatrice), *Rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le projet de loi n° 30 (2002-2003) pour la sécurité intérieure – Annexe au procès-verbal de la séance du 29 octobre 2002*, Sénat, Session ordinaire de 2002-2003, 29 octobre 2002.
- Sénat (France), Godefroy J.-P. (Sénateur), Jouanno C. (Sénatrice), *Situation sanitaire et sociale des personnes prostituées : inverser le regard*, Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales sur la situation sanitaire et sociale des personnes prostituées, Session ordinaire de 2013-2014, n°46, 8 octobre 2013.
- TAMPEP, Brussia L. (Project Coordinator), « European Overview of HIV and Sex Work - National Country Reports », in *Institutional Strengthening and Support for HIV Prevention Activities*, TAMPEP European Network for HIV/STI Prevention and Health Promotion among Migrant Sex Workers, Part 1, février 2007.